

**CHRISTOPHE SENTE***Docteur en Sciences politiques à l'ULB (Université libre de Belgique),  
collaborateur de la FEPS et auteur, avec Jean Sloover, de La tentation populiste (2013).*

## LE SOCIALISME AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE : L'IMPÉRATIF DE LA RÉVISION DE LA MÉTHODE ET DU PROJET

**N**és des crises du capitalisme et rescapés de bien des crises internes de la gauche, les partis sociaux-démocrates ont l'avenir devant eux, s'ils satisfont à deux conditions. La première est la révision d'une méthode basée sur la recherche d'une représentation exclusivement parlementaire, à partir d'une organisation partisane, bureaucratique et centralisatrice, dont les caractéristiques reproduisent le modèle étatique jacobin. La seconde est le rétablissement de l'horizon international d'un projet historique solidaire auquel la globalisation rend une actualité.

La succession récente de résultats électoraux médiocres n'est pas inédite et n'accrédite pas la thèse, ressuscitée par la gauche radicale, après avoir été portée par de défunts partis staliniens, d'un inexorable déclin. Par contre, d'une part, la capacité de challengers comme le M5S ou Podemos à restaurer un dialogue avec les citoyens et, d'autre part, l'incompréhension, par le grand public, des choix européens de la gauche gouvernementale imposent à celle-ci de réviser les contenus et les contenants de son message.

### LA RÉVISION D'UNE MÉTHODE

Historiquement, la social-démocratie s'est structurée sous la forme d'une organisation de masse à vocation parlementaire. Aujourd'hui, elle se pense encore comme telle. A tort.

#### *La révision du véhicule*

Si le sort des urnes démontre qu'en termes quantitatifs, la famille socialiste reste attractive pour 20 % environ du corps électoral, et capable d'obtenir la confiance d'assemblées pour gouverner, la sociologie rectifie sans pitié l'opti-



*Si le sort des urnes démontre qu'en termes quantitatifs, la famille socialiste reste attractive pour 20 % environ du corps électoral, et capable d'obtenir la confiance d'assemblées pour gouverner, la sociologie rectifie sans pitié l'optimisme induit par ce constat.*

misme induit par ce constat. L'assise de la social-démocratie s'effrite et sa structure se délite : en dehors des cercles dirigeants, les réunions de l'organisation sont désertées ; les affiliations, en berne ; les électeurs, vieillissants et l'origine sociale des élus, en décalage avec la stratification de la nation. A situation échangée, un calcul actuariel pourrait sceller le sort de partis souvent centenaires.

Situer les difficultés de la gauche traditionnelle à l'intérieur d'une crise systémique des partis et recourir à une explication par la dépolitisation des citoyens est tentant, mais insuffisant. Malgré d'indéniables mérites, la thèse de la post-démocratie sous-estime la popularité de formations capables de succéder à la social-démocratie, dans la canalisation du mécontentement, et de mobiliser d'anciens abstentionnistes.

Ce succès doit, pour partie, à une évolution des procédés de communication et, le cas échéant, de la structure de l'organisation.

Si les études scientifiques sont encore assez rares, les analyses consacrées au M5S, à Podemos, à Syriza, voire au Front national et à l'UKIP, montrent que ces partis s'écartent, à des degrés divers, du modèle ouest-européen classique, à au moins deux points de vue. Tout d'abord, sans renoncer à des techniques de marketing, ils se sont distingués de leurs concurrents par une extension des activités de terrain et ont trouvé un ancrage local, en renouant avec la définition d'Edmund Burke du parti politique comme « honorable connexion », c'est-à-dire un « *corps d'individus unis pour promouvoir l'intérêt national sur la base des principes qui ont déterminé leur alliance* ». Ensuite, sans renoncer à la mise en avant d'une figure présidentielle, ils ont assis leur fonctionnement, non seulement sur le recours à cette autorité charismatique, mais aussi sur une mise en réseau des composantes de l'organisation plutôt que sur le modèle hiérarchique vertical, territorial, bureaucratique, dont la social-démocratie s'est fait une spécialité. Cette acquisition de

caractéristiques de « grass root organizations » peut être lue comme une forme de retour aux origines, puisqu'avant de réduire leurs ambitions à la sélection des candidats aux offices publics, les partis modernes organisaient leurs structures en fonction des groupes sociaux qu'ils défendaient. Cependant, cette lecture est anachronique. Le succès de la réinstallation d'un dialogue politique local, par des forces souvent dites « populistes », ne doit rien à l'atteinte du mirage de la pureté : il tient à la réponse partielle apportée par le rétablissement d'une proximité entre « masses » et « élites », à une crise contemporaine de la représentation.

Par conséquent, à l'intérieur d'une compétition très darwinienne, les partis traditionnels ont certainement tout à gagner à s'inspirer de la méthode des « populistes », qui rétablit l'osmose entre élus et électeurs. La réforme du fonctionnement interne de la social-démocratie, timidement amorcée par l'introduction de « primaires », doit être radicalisée. Cette radicalisation implique une redécouverte de la critique classique de Robert Michels comme de la rénovation du parti démocrate américain, par Howard Dean. Par contre, la social-démocratie commettrait une erreur fondamen-

talement, en ne fondant sa stratégie que sur l'imitation des procédés populistes. L'expérience de plusieurs partis de ce type

*A l'intérieur d'une compétition très darwinienne, les partis traditionnels ont certainement tout à gagner à s'inspirer de la méthode des « populistes », qui rétablit l'osmose entre élus et électeurs.*

montre, en effet, que leur succès est sans lendemain. L'échec gouvernemental de Syriza, comme la cacophonie du Mouvement 5 étoiles, au Parlement, doivent sans doute beaucoup à un déficit de professionnalisme et à une simplification excessive de leur discours. Mais, on ne peut écarter l'argument, suggéré par la tradition marxiste, selon lequel ces formations échouent, parce qu'elles reproduisent l'erreur des partis traditionnels de se satisfaire du parlement et du pouvoir exécutif national, comme seuls outils.

### ***L'élection législative, horizon insuffisant***

Dans un contexte de réduction de la puissance des Etats-nations par la mondialisation, la crise de confiance des individus dans la politique réclame une extension



des cadres de la démocratie, au sein et au-delà de ces Etats ou, autrement dit, que les « gauches de gouvernement » ne résument plus leur méthode à la

*Dans un contexte de réduction de la puissance des Etats-nations par la mondialisation, la crise de confiance des individus dans la politique réclame une extension des cadres de la démocratie, au sein et au-delà de ces Etats.*

nécessaire participation au processus parlementaire. Leur programme doit comporter tant la multiplication des procédés de responsabilisation politique des individus, à laquelle invite, notamment, la défense du tirage au sort par David Van Reybrouck, que la revendication de la mise en place de formes élaborées de démocratie économique et sociale. Celles-ci sont nécessaires pour recréer des communautés de destin intégrant entrepreneurs, investisseurs, producteurs, consommateurs et parlementaires. Peu explorée par les révisionnistes du New Labour, cette voie avait pourtant été esquissée par Anthony Giddens et, bien avant lui, par le socialisme « libéral » de Proudhon.

Le terrain de la démocratie économique et sociale ne se situe pas en utopie ou sur l'îlot du « secteur associatif » : son périmètre est celui de la société européenne et son architecture réclame l'application du principe de subsidiarité cher à Jacques Delors. Réduite aux domaines de la concertation sur les salaires et à quelques entreprises coopératives, la démocratie économique et sociale attend sa réactivation et une européanisation. Concrètement, il s'agit de moderniser des procédés connus de la gauche tels que la *Mitbestimmung*, au sein des entreprises, ou le plan Meidner suédois de gestion paritaire de fonds d'investissement alimentés par les employeurs, en contrepartie d'une modération salariale. Il s'agit aussi de s'appropriier et subvertir les modèles de « corporate governance » et

*La question à l'œuvre ne devrait plus seulement être pour la social-démocratie de gagner des élections législatives, mais de gagner la société, en contribuant au rétablissement de la confiance de celle-ci en elle-même et en sa capacité à s'autogérer, dans le cadre de structures alternatives à l'anarchie du marché.*

de « class action » anglo-saxons, comme les projets anciens de réforme « corporatiste » des Sénats.

En résumé, au plan de la méthode, la question à l'œuvre ne devrait plus seulement être pour la social-démocratie de gagner des élections législatives, mais de gagner la société, en contribuant au rétablissement de la confiance de celle-ci en elle-même et en sa capacité à s'autogérer, dans le cadre de structures alternatives à l'anarchie du marché. Autrement dit, la réforme interne des partis n'est qu'une pièce du dispositif : l'extension des domaines de la participation au secteur « privé » doit impérativement la compléter, afin d'écartier la perspective de la dégénérescence de la démocratie en une privatisation des domaines publics.

### **L'HORIZON INTERNATIONAL DU PROJET**

L'affirmation de l'horizon international du projet socialiste - estompé depuis Willy Brandt, Olof Palme, Bruno Kreisky ou Michel Rocard et désormais cantonné dans les frontières de l'UE - constitue une arme électorale à double tranchant pour la social-démocratie. Elle lui rendrait une identité forte, dans un contexte de convergence des partis de gouverne-

ment, en marquant une rupture avec une pratique résumée par Jürgen Habermas à « barguigner dans des jeux à somme nulle ». Par contre, limitée à un positionnement réactif sur les thèmes ponctuels de la multi-culturalité et des migrations exploités par la droite populiste, elle peut aussi lui coûter des revers électoraux, dans une conjoncture marquée par la peur et la régression.

La social-démocratie n'a pourtant pas le choix. L'enjeu est, d'abord, de se souvenir de l'impasse des tentatives de fondation d'un souverainisme populaire appuyé sur l'Etat-nation. Il va de soi qu'un crypto-fasciste ne sommeille pas dans tout citoyen hostile au dépassement de l'autorité étatique par une construction diplomatique. L'expérience des gauches révèle, par contre, que sa séduction par les mythes de la « nation » et de l'existence d'un « peuple » organique ouvre la porte à des rapprochements stratégiques et idéologiques dangereux ou, au mieux, contre-productifs. Le cauchemar a été la conversion, analysée par Zeev Sternhell, de segments des gauches « sorelliennes » française et italienne au fascisme. La démonstration de l'impasse de l'alliance contemporaine de souverainistes de gauche et de droite a été, quant à elle,



apportée par le gouvernement, si peu « radical », formé par Syriza et Anel (Grecs Indépendants) : obstacle à l'élimination de conservatismes nationaux favorables aux groupes sociaux privilégiés par le régime fiscal ou la dépense publique, elle a favorisé la définition unilatérale d'un programme réformateur néolibéral par les partenaires de la Grèce, au sein de l'UEM. Si la social-démocratie

*L'enjeu est, pour la social-démocratie, d'assurer l'intelligibilité de son engagement européen ou, plutôt, de distinguer celui-ci de la perspective ordo-libérale de la CDU.*

souhaite conserver un caractère opératoire aux notions de souveraineté et de République, la globalisation lui impose de projeter ses ambitions politiques à l'échelle géographique pratiquée par les entrepreneurs capitalistes et déjà connue des démocrates américains : celle d'un continent et du globe.

Ensuite, l'enjeu est, pour la social-démocratie, d'assurer l'intelligibilité de son engagement européen ou, plutôt, de distinguer celui-ci de la perspective ordo-libérale de la CDU. Le problème n'est pas

de rappeler l'actualité de l'appel à la solidarité internationale du Manifeste communiste, mais de marteler deux arguments. Le premier est que si l'UE peut, au même titre que toute institution politique nationale, être au service du capitalisme, elle est également susceptible, comme l'Etat-nation, d'une domestication par les progressistes. Le combat anti-européen dans lequel la gauche radicale s'engage, à partir d'une héroïsation inutile de Yanis Varoufakis et d'une diabolisation du principe de l'union monétaire, relève de l'erreur de perspective : on ne lutte pas, en démocratie, contre une institution de droit public, mais pour en définir les orientations. Les majorités nationales peuvent changer, au sein de l'UE ; les traités peuvent être révisés ou dénoncés ; l'imagination politique, retrouvée par la gauche ; l'UEM, réformée, mais l'exit national n'a aucun sens, sinon celui de la destruction souhaitée par les forces hostiles à toute forme de transfert et de cosmopolitisme. Imparfaite, complexe et fragile, la construction post-étatique européenne ne peut être efficacement interprétée par les progressistes, à partir du prisme latino-américain de la mobilisation nationale et anti-impérialiste, en réaction aux modalités de la gestion

de la dette externe imposées par le FMI. Le second argument est que la consolidation de l'UE n'est, pour les progressistes, qu'une étape de la construction avortée en 1945. La fin de la guerre froide attend le « nouvel ordre mondial » nécessaire à la pacification des relations humaines par un partage de la prospérité, ainsi qu'à la transformation des migrations désespérées en l'utilisation paisible du « droit de visite », caractéristique d'une « paix perpétuelle ». Sa construction réclame des initiatives post-nationales. Faute de l'assise de structures intermédiaires incarnées par des communautés régionales européennes, africaines, asiatiques et américaines, l'ONU demeure une agence qui, flottant dans les limbes du droit international, ne dispose pas des relais per-

mettant l'application de la Charte de San Francisco, à commencer par le respect du principe d'égalité des droits. Dans ce contexte, le peu d'attention accordé par les gauches aux propositions portées par des leaders comme Tony Blair et Massimo D'Alema, de réactiver la stratégie d'alliance internationale de la social-démocratie et de nouer des liens étroits avec les principales forces progressistes régionales, parmi lesquelles le Parti Démocrate américain, l'ANC, le Parti du Congrès indien, voire le Parti communiste chinois, est tragique. Si les socialistes s'avèrent incapables d'imiter les forces du capitalisme en constituant des multinationales à l'échelle de l'UE et du monde, ils deviendront les boutiquiers d'un nationalisme populaire.